

Réforme des retraites : Dormez à points fermés

Après 18 mois d'une « concertation » sur un nouveau système universel de retraite menée par le haut-commissaire Delevoye, le gouvernement a finalement décidé de faire un nouveau round de rencontres, voire une « consultation citoyenne ». Pour commencer, tous les dirigeants syndicaux ont été reçus la semaine dernière par le Premier ministre, qui leur a répété qu'il voulait passer à un système de retraite à points. En clair, le gouvernement retarde simplement son projet de quelques mois, en espérant désamorcer la contestation.

Des retraités cuits à point

L'essentiel pour Macron est de faire passer les retraites de base dans un système par points, avec soit un âge pivot (64 ans en 2025), soit un allongement de la durée de cotisation pour avoir le taux plein. Un système qui serait plus juste selon Delevoye, car chaque euro cotisé donnerait le même droit à pension.

Un tel système fonctionne déjà pour les retraites complémentaires : on acquiert des points en cotisant et la retraite versée est égale au nombre de points acquis multiplié par une somme, la valeur de service. Sauf que, sur la durée, la cotisation pour acheter un point a augmenté plus vite que cette valeur de service qui, elle, suit au mieux l'inflation officielle. Résultat : d'année en année, pour les nouveaux retraités, une pension plus faible par rapport au dernier salaire.

En parallèle, les retraites de base ont aussi baissé, depuis les lois Balladur de 1993 pour la plupart des salariés du privé. Mais les systèmes par points permettent une adaptation plus rapide aux « aléas économiques », donc aux exigences du patronat, et c'est bien cela qui plait à Macron.

Des dépenses au point mort

Pour la retraite de base, qu'il veut aussi désormais par points, Delevoye parle aujourd'hui d'une valeur de service de 0,55 € par point acheté 10 €. Mais ce sera ajustable chaque année, avec une « règle d'or » fixant les dépenses de retraite à environ 14 % du PIB, alors même que le nombre de retraités va augmenter. Il est donc clair que les

retraites vont baisser. Delevoye a bien imaginé neuf cas qui seraient gagnants... mais en allongeant la durée de cotisation à 44,3 ans !

Rappelons que, malgré la hausse des exonérations de cotisations sociales patronales (37 milliards en 2018), le régime général de retraite est à l'équilibre. La réforme de Macron, en baissant les pensions versées, aura surtout pour effet de pousser les salariés qui en ont les moyens à cotiser à des retraites supplémentaires par capitalisation, c'est-à-dire à jouer en bourse leur avenir.

Tu veux mon point dans la figure ?

Alors que ces dernières années les dividendes des actionnaires n'ont cessé de croître, il faudrait accepter comme avenir des pensions réduites à un âge plus tardif, et de cotiser plus longtemps pour une retraite plus courte et en moins bonne santé !

Macron et Delevoye veulent imposer une retraite « universelle » au rabais. Il est grand temps d'une mobilisation « universelle » aux côtés des enseignants, des hospitaliers, des salariés en butte aux licenciements, à la précarité et aux bas salaires qui déjà manifestent leur colère.

FO et la CGT appellent pour la fin du mois à des manifestations contre la réforme des retraites qu'on espère les plus massives possibles. Mais pour l'un c'est le 21, pour l'autre le 24. Alors, pour le « tous ensemble », il faudra s'en charger nous-mêmes, comme les Gilets jaunes, et avec eux, qui n'ont attendu l'appel de personne pour se faire craindre du gouvernement.

Que la Fast commence !

Pour la rentrée, la direction a prévu d'étendre la méthode Agile à de nouvelles directions. Après l'informatique, c'est au tour des 4500 salariés de l'ingénierie du Technocentre de subir les « *changements disruptifs* » vantés par Bolloré. Son objectif avec le programme Fast de déploiement de la méthode Agile : réduire le cycle des projets de 5 à 3 ans et les coûts fixes de 5% par an. Tout cela avec au mieux le même nombre de salariés. Fastoche.

Cours Forrest

En plus du travail supplémentaire, il faut désormais aussi assimiler toute la novlangue Agile avec ses anglicismes. En revanche, on comprend clairement le sens des « *sprints* » de quinze jours pour accélérer les projets, tout comme celui des « *points quotidiens* » qui vont permettre de s'infliger un coup de pression tous les matins.

Le grand blabla

Pour faire passer la pilule de la méthode Agile, Renault s'efforce de nous convaincre que celle-ci serait le résultat d'une « *co-construction* » de chefs et de salariés à travers « 40 séminaires et ateliers ». Un « grand débat » façon Renault, où tout le monde est invité à s'exprimer... à condition d'être d'accord avec la proposition de la direction.

Choc de complication

Dans le cadre de la convergence entre Nissan et Renault et pour faciliter la vie des salariés, les noms des projets ont été modifiés. Le résultat dépasse les espérances, comme on peut le voir avec le projet B52 (Sandero) qui devient X12345/HTB ! On ne doute pas qu'une telle uniformisation va faciliter la vie.

Elior et d'argent

Suite à l'appel d'offre pour la restauration des sites Renault, la direction avait annoncé qu'elle augmenterait la part patronale d'un euro par repas et par personne en vue d'améliorer la qualité. Comme souvent, il y a loin de la coupe aux lèvres : depuis le mois d'août la queue aux cantines est toujours aussi longue, et la qualité ne s'est pas arrangée. Par contre, les tarifs sont toujours à la hausse.

Pas en notre nom

Renault aime la démocratie interne, sauf quand il s'agit de prendre des décisions sur les salaires ou les alliances avec Fiat. Même pour le nom du nouveau bâtiment, le vote est balisé par une liste prédéfinie : de Supernova à Odyssée en passant par E-car, on ne fait pas dans la modestie ! Pourquoi ne pas appeler ce bâtiment « Carlos Ghosn », en référence au Icare de l'Alliance qui, comme dans la légende, s'est grillé à force de vouloir voler trop haut ?

Cash misère

Malgré un milliard de bénéficiaires au premier semestre, les résultats financiers de Renault sont en baisse, et le Free Cash Flow est même passé en négatif. Résultat : une politique d'austérité pour réduire les frais de fonctionnement et les investissements, et des salariés qui risquent d'être privés de prime d'intéressement l'an prochain, celle-ci étant indexée sur le FCF. Plutôt que de se battre pour redresser le Free Cash Flow, il vaudrait mieux se battre pour augmenter les salaires.

Rouvrez le ban

A Lardy, la direction pensait annoncer en catimini la fermeture des bancs monocylindre du L16 avant les vacances. Mais les salariés travaillant sur ces bancs ou sur d'autres bancs d'essais ont commencé à réagir et à signer une pétition, obligeant la direction à modifier sa com'. Ce n'est qu'un début....

Voitures sans usine

Alors que Renault sort la Clio 5, celle-ci ne sera pas produite à Flins. Une menace supplémentaire sur l'usine, où l'équipe de nuit a été supprimée et de nombreux intérimaires congédiés. Quant à Renault Douai, la direction vient de supprimer les 2x8 et l'équipe qui reste doit faire 60 véhicules/heure au lieu de 35. C'est sûrement ça l'usine du futur.

Presse people

Les restructurations de l'industrie automobile ne touchent pas que la France. Nissan a annoncé cet été la suppression de plus de 12500 postes, en vue « d'améliorer ses performances ». Une annonce qui a fait à peine quelques lignes dans les médias. 12500 salariés mis à la porte, ça émeut moins les éditorialistes qu'un seul Ghosn qui perd son poste.

Salarié à jeter après usage

Les prud'hommes du Havre viennent de condamner Renault pour licenciement abusif. La direction avait mis à la porte un salarié sans avertissement, au prétexte que ses absences entraînaient une « désorganisation du travail ». Celui-ci a porté plainte : ses arrêts-maladie, dont une opération, étaient dus à une tendinite provoquée par l'usure au travail. Ce qui désorganise le travail, ce sont les cadences insoutenables.

Hiroto stop

Le PDG de Nissan, Hiroto Saikawa, avait décidé beaucoup appris de son ancien mentor Carlos Ghosn. Après avoir été épinglé lui aussi par une enquête interne pour une sur-rémunération, le voilà qui démissionne à son tour de Nissan sous la pression des cabinets de conseil des actionnaires de Nissan. La gouvernance modèle continue !